



**PROVINCE DE QUÉBEC  
COMTÉ DE DUPLESSIS**

**MUNICIPALITÉ DE BAIE-JOHAN-BEETZ**

**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Baie-Johan-Beetz, convoquée le premier jour du mois de novembre deux mille vingt et un à 19 heures à la salle Phidèle-Harvey située au 20 rue Johan-Beetz.**

**Sont présents :** M. Martin Côté, maire  
M. Clément Tanguay, conseiller, poste 1  
M. Sébastien L'écuyer, poste 2  
M. Jacques Devost, conseiller, poste 3  
M<sup>me</sup> Maryse Bourque, conseillère, poste 4  
M. Luc Bourque, conseiller, poste 5  
M. Denis Harvey, conseiller, poste 6

**Aussi présente :** Mme Myriam Lafleur, directrice générale secrétaire-trésorière

**1. Ouverture de la séance**

La séance est ouverte par M. Martin Côté, maire de la Municipalité de Baie-Johan-Beetz, 19 h 23. Mme Myriam Lafleur fait fonction de secrétaire.

**2. Présences**

Constatation du quorum.

**3. Acceptation de l'ordre du jour**

Il est proposé par Jacques Devost, appuyé par Sébastien L'Écuyer et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents, d'accepter l'ordre du jour tel que proposé :

1. Ouverture de la séance par M. le maire
2. Présences
3. Acceptation de l'ordre du jour
4. Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 25 octobre 2021
5. Acceptation des comptes
6. Résolution
  - a) Résolution 2021-11-01-01 concernant la nomination d'une mairesse ou d'un maire suppléant
  - b) Résolution 2021-11-01-02 concernant le dépôt des états comparatifs 2020-2021
  - c) Résolution 2021-11-01-03 concernant le dépôt du rapport financier trimestriel et du budget révisé
  - d) Résolution 2021-11-01-04 concernant une demande de financement dans le programme PRIMEAU
  - e) Résolution 2021-11-01-05 concernant un contrat en génie civil
  - f) Résolution 2021-11-01-06 concernant un contrat de services d'architecture
7. Règlement
  - a) Avis de motion concernant le traitement du maire et des élus
  - b) Dépôt et adoption du projet de règlement 2021-11-01-01 concernant le traitement du maire et des élus Municipaux
  - c) Avis de motion concernant le taux de taxation foncière et la tarification des services municipaux
  - d) Dépôt et adoption du projet de règlement 2021-11-01-02 concernant le taux de taxation foncière et la tarification des services municipaux
8.
  - a) Dépôt du bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2020
  - b) Dépôt de la déclaration des intérêts pécuniaires des membres du conseil
  - c) Dépôt de la déclaration des dons et subventions
9. Affaires nouvelles
10. Varia
11. Période de questions

12. Levée de la séance

**4. Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 25 octobre 2021**

Il est proposé par Sébastien L'écuyer, appuyé par Luc Bourque et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers présents que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 25 octobre 2021 soit adopté.

**5. Acceptation des comptes**

Il est proposé par Clément Tanguay, appuyé par Maryse Bourque, et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers présents :

Que le Conseil municipal de Baie-Johan-Beetz accepte les comptes payés du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 2021 pour un montant de 101 328.46\$

Ces comptes ont été acquittés par la directrice générale, et moi, Myriam Lafleur, certifie sous mon serment d'office que nous avons les fonds nécessaires à la caisse populaire de Havre-Saint-Pierre pour payer ces montants dus.

M<sup>me</sup> Myriam Lafleur, directrice générale secrétaire-trésorière

**6. Résolutions**

**a) Résolution 2021-11-01-01 concernant la nomination d'une mairesse ou d'un maire suppléant**

Il est proposé par Denis Harvey, appuyé par Luc Bourque, et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents :

Que le conseil municipal de Baie-Johan-Beetz nomme Jacques Devost comme maire suppléant jusqu'à la séance ordinaire du mois de mai 2022.

**b) Résolution 2021-11-01-02 concernant le dépôt des états comparatifs 2020-2021**

Considérant la présentation et la lecture des états comparatifs 2020-2021 au 30 septembre 2021 effectuée par madame Myriam Lafleur, directrice générale, secrétaire-trésorière.

Il est proposé par Sébastien L'Écuyer, appuyé par Maryse Bourque et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents;

Que le conseil municipal de Baie-Johan-Beetz accepte le dépôt des états comparatifs 2020-2021 au 30 septembre 2021.

**c) Résolution 2021-11-01-03 concernant le dépôt du rapport financier trimestriel et du budget révisé au 30 septembre 2021**

Considérant la présentation et la lecture du budget révisé de même que de l'analyse financière des revenus et dépenses au 30 septembre 2021 (article 176.4 du Code municipal) effectuée par madame Myriam Lafleur, directrice générale, secrétaire-trésorière;

Il est proposé par Maryse Bourque, appuyé par Clément Tanguay résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents :

Que le conseil municipal de Baie-Johan-Beetz accepte le dépôt du rapport financier trimestriel faisant état des revenus et dépenses couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2021;

Que le conseil accepte les modifications proposées au budget en cours.

**d) Résolution 2021-11-01-04 concernant une demande de financement dans le programme PRIMEAU**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité a reçu du MELCC une lettre lui demandant de présenter un plan d'action pour régulariser la situation des déversements d'eaux usées dans l'environnement;

**CONSIDÉRANT QUE** selon l'article 30 du règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU), la municipalité n'a pas le choix de mettre en place un système de traitement des eaux usées;

**CONSIDÉRANT QUE** le programme d'aide financière PRIMEAU du MAMH permet d'obtenir des subventions pour réaliser de tels projets;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité doit obtenir une confirmation d'admissibilité dans le programme PRIMEAU pour réaliser l'étude préliminaire qui permettra de définir le projet et les coûts;

**PAR CONSÉQUENT**, Il est proposé par Denis Harvey, appuyé par Jacques Devost et résolu à l'unanimité des conseillères et conseillers présents;

**QUE** la municipalité présente une demande d'aide financière dans le volet 1 du programme PRIMEAU pour obtenir une confirmation d'admissibilité et pour poursuivre les démarches nécessaires pour définir le projet dans un premier temps, et ensuite réaliser les travaux dans un 2<sup>e</sup> temps;

**QUE** Mme Myriam Lafleur, directrice générale, soit autorisée à signer tout formulaire de demande financière relative à ce projet au nom de la municipalité ;

**QUE** la municipalité a pris connaissance du Guide sur le programme PRIMEAU et qu'elle s'engage à en respecter toutes les modalités;

**QUE** la municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus du projet;

**QUE** la municipalité confirme qu'elle assumera tous les coûts non admissibles au programme PRIMEAU associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts s'il y en a;

**QUE** le Conseil municipal autorise le dépôt de la demande d'aide financière;

**QUE** la présente résolution soit transmise à M. Patrick Niquette, ing. du MAMH

**e) Résolution 2021-11-01-05 concernant un contrat en génie civil**

Attendu que le MTQ nous a accordé l'autorisation pour l'utilisation des matériaux d'excavation entreposés sur leur site au nord de la route 138;

Attendu qu'il y a lieu d'effectuer un rechargement granulaire et du gravelage sur le site de l'ancienne carrière situé aux abords du camping municipal;

Par conséquent, il est proposé par Clément Tanguay, appuyé par Luc Bourque et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers présents :

Que le conseil municipal de Baie-Johan-Beetz octroie un contrat à Entreprise Marc Bilodeau Inc au montant de 17 544 \$ excluant les taxes applicables.

**f) Résolution 2021-11-01-06 concernant un contrat de services d'architecture**

Attendu les besoins de rangement et d'entreposage de certains équipements et matériaux de la municipalité;

Attendu la subvention de 75 000\$ du ministère des Affaires municipales et de l'habitation;

Attendu la bonne situation financière de la municipalité;

Par conséquent, il est proposé par Sébastien L'Écuyer, appuyé par Jacques Devost et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers présents :

Que le conseil municipal de Baie-Johan-Beetz octroie un contrat à Groupe d'Artech Inc. pour les plans et devis et la préparation de l'appel d'offre selon les modalités de l'offre de service datée du 6 octobre 2021.

## 7. Règlement

### a) Avis de motion concernant le traitement du maire et des élus municipaux

La conseillère Maryse Bourque donne l'avis de motion qu'à une séance ultérieure de ce conseil, sera présenté pour adoption le règlement ayant pour objet de fixer le traitement du maire et des élus municipaux

### b) Dépôt et adoption du projet de règlement 2021-11-01-01 concernant le traitement du maire et des élus municipaux

**ATTENDU QUE** la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (RLRQ, c. T-11.001) (ci-après appelée « *LTEM* ») prévoit que le conseil fixe, par règlement, la rémunération du maire et des autres membres du conseil;

**ATTENDU QU'**est actuellement en vigueur, sur le territoire de la Municipalité, le *Règlement no 2020-11-02-06 fixant la rémunération des élus*;

**ATTENDU QUE** le conseil désire remplacer ledit règlement de façon à tenir compte, notamment, des modifications récemment apportées aux lois municipales, particulièrement par la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (2017, c. 13);

**ATTENDU QUE** le présent règlement (tout comme le *Règlement no 2020-11-02-06* actuellement en vigueur) prévoit une rémunération plus élevée pour le maire, en considérant l'ensemble des fonctions que ce dernier doit exercer en plus de ses présences aux séances du conseil;

**ATTENDU QU'**un avis de motion a été donné par la conseillère Maryse Bourque le 1<sup>er</sup> novembre 2021;

**ATTENDU QU'**un avis public sera publié conformément aux modalités de l'article 9 *LTEM*, soit au moins 21 jours avant la tenue de la séance ordinaire du conseil pour adoption du règlement;

Par conséquent la conseillère Maryse Bourque présente et dépose pour adoption le projet de règlement ayant pour objet de fixer le traitement du maire et des élus municipaux qui se lira comme suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent projet de règlement a pour objet de fixer le traitement des membres du conseil et certains aspects relatifs au remboursement de certaines dépenses.

#### **ARTICLE 2 RÉMUNÉRATION DE BASE**

La rémunération de base des membres du conseil est fixée à :

- a) Le maire : rémunération annuelle de 32 972 \$;
- b) Autres membres du conseil : rémunération annuelle de 1 688 \$.

### **ARTICLE 3 RÉMUNÉRATION DU MAIRE SUPPLÉANT (EN CAS DE REMPLACEMENT DU MAIRE)**

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de 30 jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire telle qu'établie à l'article 2 et ce, au prorata de la charge de travail effectué et du nombre de jours qu'aura duré le remplacement.

Dans ce cas, la rémunération annuelle prévue pour le maire en vertu du paragraphe a) du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2, est réduite du même montant pour la charge de travail et les jours où il aura été ainsi remplacé.

### **ARTICLE 4 MODALITÉS DE VERSEMENT**

Toute rémunération ou allocation de dépenses visée par le présent règlement est versée par la Municipalité selon les modalités que le conseil détermine, de temps à autre, par résolution.

### **ARTICLE 5 COMPENSATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

Tout membre du conseil peut recevoir paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) L'état d'urgence est déclaré dans la Municipalité en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) à la suite d'un événement survenu sur le territoire de la Municipalité;
- b) Le membre du conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la Municipalité en raison de cet événement;
- c) Le membre du conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

Si le membre du conseil remplit les conditions prévues au présent article, il recevra, suite à l'acceptation du conseil, une compensation égale à la perte de revenu subie, pour un maximum de 200 \$/jour (revenu net). Le membre du conseil devra remettre toute pièce justificative satisfaisante pour le conseil attestant de la perte de revenu ainsi subie.

Le paiement de la compensation sera effectué par la municipalité dans les trente (30) jours de l'acceptation du conseil d'octroyer pareille compensation au membre du conseil.

### **ARTICLE 7 ALLOCATION DE DÉPENSES**

En plus de la rémunération payable en vertu du présent règlement, tout membre du conseil reçoit une allocation de dépenses équivalente à la moitié de sa rémunération fixée par le présent règlement, sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 *LTEM*.

### **ARTICLE 8 TARIFICATION DE DÉPENSES**

Sous réserve des autorisations pouvant être requises auprès du conseil municipal et du dépôt de toute pièce justificative justifiant la dépense, le conseil fixe le tarif suivant :

- a) Frais de déplacement : Lorsqu'un membre du conseil doit utiliser son véhicule automobile afin d'effectuer un déplacement pour le compte de la Municipalité, un remboursement équivalant au montant de 0,45 \$ par kilomètre effectué est accordé.
- b) Frais de repas :
  - i. Frais de déjeuner : 20 \$ (incluant les taxes et le pourboire) (si départ avant 7h)
  - ii. Frais de dîner : 30 \$ (incluant les taxes et le pourboire)
  - iii. Frais de souper : 40 \$ (incluant les taxes et le pourboire)
- c) Frais d'hébergement : Selon le coût réel, jusqu'à un maximum de 150 \$ / nuit (incluant les taxes).
- d) Frais de déplacement par train ou par avion : Tarif selon la classe économique.

e) Frais de stationnement : Selon le coût réel

## **ARTICLE 9 INDEXATION**

Les rémunérations de base, additionnelle et la tarification de dépenses prévues au présent règlement seront indexées à la hausse, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, de 2%, à chaque exercice financier.

## **ARTICLE 10 REMPLACEMENT**

Le présent règlement remplace le *Règlement no 2020-11-02-06*

## **ARTICLE 11 ENTRÉE EN VIGUEUR ET PRISE D'EFFET**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

### **8.3 Avis de motion concernant le taux de taxation foncière et la tarification des services municipaux**

Le conseiller Denis Harvey donne l'avis de motion qu'à une séance ultérieure de ce conseil, un règlement sera présenté pour adoption le règlement ayant pour objet le taux de taxation foncière et la tarification des services municipaux.

### **8.4 Dépôt et adoption du projet 2021-11-01-02 concernant le taux de taxation foncière et la tarification des services municipaux**

Le conseiller Denis Harvey présente et dépose le projet de règlement pour adoption concernant le taux de taxation et de tarification des services municipaux pour l'année 2022 qui se lira comme suit :

## **CHAPITRE 1 LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

### **ARTICLE 1 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

Taxe foncière générale :

Il est par le présent règlement imposé, et il sera prélevé pour l'exercice financier 2022, sur toute unité d'évaluation imposable inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, une taxe foncière générale basée sur la valeur de cette unité telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation foncière, aux taux fixés ci-après, ces taux variant selon les catégories d'immeubles suivantes :

Immeuble non résidentiel :	1,85 \$/100 \$ d'évaluation
Terrain vague desservi :	1,85 \$/100 \$ d'évaluation
6 logements et plus :	1,85 \$/100 \$ d'évaluation
Immeuble résiduel :	1,27 \$/100 \$ d'évaluation

Le taux de base de cette taxe est fixé à 1,27 \$/100 \$ d'évaluation

## **CHAPITRE 2 COMPENSATION POUR CERTAINS SERVICES MUNICIPAUX**

### **ARTICLE 2 INTERPRÉTATION**

Dans le présent chapitre, on entend par :

« logement » : une maison, un appartement, un ensemble de pièces ou une seule pièce où une ou des personnes peuvent tenir feu et lieu.

### **ARTICLE 3 FOURNITURE DE L'EAU**

Il sera exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2022, à l'égard de chaque immeuble imposable qui bénéficie du réseau d'aqueduc municipal, une compensation pour la fourniture de l'eau correspondant à **80 \$** par unité d'évaluation.

#### **ARTICLE 4 SERVICE DES EAUX USÉES**

Il sera exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2022, à l'égard de chaque immeuble imposable qui bénéficie du réseau des eaux usées, une compensation pour le service d'égout correspondant à **100 \$** par unité d'évaluation.

#### **ARTICLE 5 ENLÈVEMENT ET DISPOSITION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

Il sera exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2022, à l'égard de chaque immeuble imposable qui bénéficie du service d'enlèvement et de la disposition des matières résiduelles ou qui est susceptible d'en bénéficier, une compensation pour ce service selon les catégories d'immeubles suivantes :

- 100 \$ par immeuble résidentiel
- 100 \$ par terrain vague
- 200 \$ par gîte, commerce, pourvoirie, 6 logements et plus ou autre immeuble n'appartenant pas à l'une ou l'autre des catégories identifiées au présent article

#### **ARTICLE 6 ÉCLAIRAGE DES VOIES PUBLIQUES**

Il sera exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2022, à l'égard de chaque immeuble imposable sur le territoire de la municipalité, une compensation pour l'éclairage des voies publiques selon les catégories d'immeubles suivantes

- 100 \$ par immeuble résidentiel inclus dans le périmètre urbain
- 100 \$ par terrain vague
- 100 \$ par gîte, commerce, pourvoirie, 6 logements et plus ou autre immeuble n'appartenant pas à l'une ou l'autre des catégories identifiées au présent article

#### **ARTICLE 7 DÉNEIGEMENT DES RUES**

Il sera exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2022, à l'égard de chaque immeuble imposable sur le territoire de la municipalité, une compensation pour l'éclairage des voies publiques selon les catégories d'immeubles suivantes

- 100 \$ par immeuble résidentiel inclus dans le périmètre urbain
- 100 \$ par terrain vague
- 100 \$ par gîte, commerce, pourvoirie, 6 logements et plus ou autre immeuble n'appartenant pas à l'une ou l'autre des catégories identifiées au présent article

### **CHAPITRE 3 MODALITÉS DE PAIEMENT**

#### **ARTICLE 8 VERSEMENT MULTIPLE**

Les taxes et compensations prévues au présent règlement doivent être payées en un versement unique, lorsque dans un compte, leur total n'atteint pas 300 \$. La date ultime où peut être fait ce versement est le 30<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition du compte.

Si le total des taxes et compensations comprises dans un compte atteint 300 \$, le débiteur a le droit de payer celles-ci en 6 versements, la date ultime et le pourcentage de chacun de ces versements sont :

1 <sup>er</sup> versement :	31 mars 2022	17 %
2 <sup>e</sup> versement :	2 mai 2022	17 %
3 <sup>e</sup> versement :	31 mai 2022	17 %
4 <sup>e</sup> versement :	30 juin 2022	17 %
5 <sup>e</sup> versement :	1 août 2022	17 %
6 <sup>e</sup> versement :	31 août 2022	15 %

Le paiement peut se faire directement aux endroits suivants :

- Au bureau municipal, du lundi au vendredi, en avant-midi (en argent comptant ou par chèque);
- À une institution financière ;



## 8. Dépôt

### a) Dépôt du bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2020

Dépôt du bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2020 selon l'article 53.3 du règlement sur la qualité de l'eau potable; La Municipalité dépose le bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020. Il est disponible au bureau municipal pour consultation.

### b) Dépôt de la déclaration des intérêts pécuniaires des membres du conseil

Considérant l'article 360.2 de la loi sur les référendums dans les municipalités, qui prévoit que chaque membre du conseil municipal doit remplir une déclaration d'intérêts pécuniaires;

La directrice générale secrétaire-trésorière dépose le relevé des déclarations d'intérêts pécuniaires. Une copie de ce relevé sera transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation tel que prévu par la loi.

Nom	Prénom	Poste	Remis/Non-remis
Côté	Martin	Maire	Remis
Tanguay	Clément	Conseiller 1	Remis
L'Écuyer	Sébastien	Conseiller 2	Remis
Devost	Jacques	Conseiller 3	Remis
Bourque	Maryse	Conseillère 4	Remis
Bourque	Luc	Conseiller 5	Remis
Harvey	Denis	Conseiller 6	Remis

### c) Dépôt des déclarations de dons et autres avantages des élus municipaux

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (R.L.R.Q., c. E-15.1.0.1) le greffier ou secrétaire-trésorier doit déposer lors de la dernière séance ordinaire du conseil du mois de décembre un extrait du registre public des déclarations des dons et autres avantages, qui contient les déclarations visées au deuxième alinéa qui ont été faites depuis la dernière séance au cours de laquelle un tel extrait a été déposé.

La directrice générale secrétaire-trésorière dépose le relevé des déclarations de dons et autres avantages des élus municipaux. Une copie de ce relevé sera transmise au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation tel que prévu par la loi.

TITRE	NOM	DONS OU AUTRES AVANTAGES*	VALEUR \$
Maire	Martin Côté	S/O	0\$
Siège #1	Clément Tanguay	S/O	0\$
Siège #2	Sébastien L'Écuyer	S/O	0\$
Siège #3	Jacques Devost	S/O	0\$
Siège #4	Maryse Bourque	S/O	0\$
Siège #5	Luc Bourque	S/O	0\$
Siège #6	Denis Harvey	S/O	0\$

\*Ces règles doivent également prévoir que tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre d'un conseil de la municipalité et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le paragraphe 4° du premier alinéa doit, lorsque sa valeur excède celle que doit fixer le code, laquelle ne peut être supérieure à 200 \$, faire l'objet dans les 30 jours de sa réception

d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

**9. Affaires nouvelles**

**10. Varia** -Luminaires Hydro-Québec

**11. Période de question**

**12. Levée de la séance**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 27.

\_\_\_\_\_  
Myriam Lafleur  
Directrice générale, secrétaire-trésorière

\_\_\_\_\_  
Martin Côté  
Maire <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Par la présente signature, j'entérine toutes les résolutions de ce procès-verbal comme si elles étaient toutes signées.